



## Plésiat Mathieu

Entre nation et négation, les enjeux de l'identité tsigane. Différentes approches du terrain de recherche en République tchèque

### Pour citer l'article

Plésiat Mathieu, « Entre nation et négation, les enjeux de l'identité tsigane. Différentes approches du terrain de recherche en République tchèque », dans *revue  $\dot{\iota}$  Interrogations ?*, N°4. Formes et figures de la précarité, juin 2007 [en ligne], <http://www.revue-interrogations.org/Entre-nation-et-negation-les> (Consulté le 26 avril 2024).

ISSN 1778-3747

---

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



## Introduction

Toute étude portant sur les Tsiganes doit certainement rencontrer à un moment donné ce problème de définition du sujet lui-même. Comment pourrait-il en être autrement puisque tous les critères permettant de définir qui est Tsigane de qui ne l'est pas font défaut ?

Premièrement, ceux que l'on pense être Tsiganes ne le disent pas, ou du moins ils sont rares à le revendiquer haut et fort. Ils déclarent plus volontiers leur identité nationale soit parce qu'ils n'ont pas de sentiment d'appartenance ethnique (c'est une hypothèse envisageable), soit parce qu'ils ne déclarent pas ce sentiment par peur de représailles et de discriminations.

Deuxièmement, une approche ethnologique traditionnelle qui associe la culture à un groupe rassemblé sur un espace délimité et possédant une langue homogène ne fonctionne pas vis-à-vis de familles et d'individus dispersés, parlant parfois et dans le meilleur des cas un dialecte issu du romani [1], mais souvent parlant uniquement la langue nationale du pays dans lequel ils habitent. Ce problème de définition du sujet est très embarrassant puisqu'il conduit inévitablement à une contradiction essentielle : si ces critères de définition font défaut, on associe néanmoins au nom « Tsigane » une image très claire, évidente, « allant de soi ». En d'autres termes, et s'agissant de croyances sociales, chacun croit savoir précisément quand il rencontre ou non un Tsigane. Comment ? Deux critères interviennent dans l'identification spontanée des Tsiganes. Ces critères échappent d'ordinaire au jugement critique.

Le premier concerne l'apparence physique, c'est-à-dire la couleur des yeux, de la peau, les traits du visage, etc. Si ce critère d'identification est intéressant dans l'usage social et politique qu'en font les acteurs, bien entendu il ne fonctionne pas dans une définition sérieuse du sujet.

Le second critère peut surprendre puisqu'il marque un écart avec l'approche culturelle traditionnelle qui vise à définir un sujet en cherchant ses propriétés intrinsèques. Ce critère c'est que l'identité tsigane est déjà attribuée. Le sujet est prédéfini. Par qui ? Dans ma recherche qui porte sur les Tsiganes en République tchèque, j'ai fait le choix d'aborder mon sujet à partir de ce dernier point, car à défaut de savoir précisément de qui on parle, on peut s'intéresser à ceux qui parlent. Et ils sont nombreux. Je présenterai dans cet article les deux grands discours qui sont tenus à l'égard des Tsiganes : un discours de type nationaliste, d'une part, et un discours visant des individus « exclus socialement », d'autre part. La prise en compte de ces deux discours dans la construction de l'objet nous permettra de concevoir une approche singulière de la question et de déterminer des terrains de recherche spécifiques.

## Le discours nationaliste rom

Nous pouvons qualifier le premier discours de « discours nationaliste rom ». « Nationaliste » non pas en tant que principe politique qui affirme la coïncidence entre les limites ethniques et les limites politiques (celles de l'Etat), ce qui présuppose qu'existe déjà une unité nationale [2]. Mais « nationaliste » en tant qu'étape antérieure à ce nationalisme-là, c'est-à-dire justement la volonté de faire émerger une unité nationale encore absente. Le terme « rom » fut choisi dans les années 70 par l'*Union Romani Internationale* pour désigner le peuple tsigane dans une perspective politique de reconnaissance nationale.

Le *discours nationaliste rom* s'est d'abord développé dans un contexte singulier qui présentait une contradiction nécessaire : dans la période de transition politique qui suivit la chute du communisme, d'un côté les jeunes Etats post-socialistes d'Europe centrale eurent à redéfinir leur unité nationale, de l'autre la question des minorités réapparait sur le devant de la scène politique après une longue période d'absence, sinon de censure. Dans ce contexte propice aux crispations nationalistes, les Tsiganes font l'objet de discriminations à la fois locales (agressions raciales, relégation dans des logements insalubres et isolés, chômage, etc.) mais aussi à une échelle nationale. On peut évoquer sur ce point les soupçons qui pesèrent sur la loi concernant *l'acquisition et la perte de la citoyenneté tchèque* de 1992 d'avoir été élaborée de telle manière à écarter le plus grand nombre de Tsiganes. Certainement pour répondre aux inquiétudes des voisins ouest européens, le droit des minorités fut réintégré en force avec une position stratégique : un des principes de la protection des minorités est l'internationalisation de cette protection, ce qui permet de traiter certains problèmes comme dépassant les affaires internes des Etats. Sous l'influence d'institutions et d'associations internationales venues s'implanter dans cette région de l'Europe désormais accessible, se développe l'idée d'une protection commune à l'ensemble des Tsiganes. Mais limité juridiquement, car le droit des minorités est peu contraignant, le discours se développera essentiellement dans un registre de valorisation culturelle, d'affirmation de l'identité tsigane, et de revendication en matière de *multiculturalisme*.

Le *discours nationaliste rom* se développe dans un premier temps dans les réseaux internationaux et il faudra attendre la fin des années 90 pour observer des aboutissements concrets en République tchèque. L'attention soudaine que portera le gouvernement à ce discours intervient après une longue série de scandales que vient couronner en 1997 l'affaire de l'exode de Tsiganes tchèques et slovaques vers l'Angleterre et le Canada. Les plaintes venant des associations des droits de l'homme sont alors plus nombreuses et des bruits courent que la situation des Tsiganes en République tchèque, devenue problématique et surtout visible, pourrait troubler la légitimité d'une future adhésion à l'Union européenne. En août 1997, le gouvernement met en place une *Commission interministérielle pour les affaires de la communauté rom* [3], et en avril 1999, le gouvernement entérine sa *conception de la politique gouvernementale pour la communauté rom visant à son intégration sociale*. Le texte gouvernemental insiste sur la qualification de « *minorité ethnique* », définit l'objectif comme étant l'intégration dans une « *société multiculturelle* », et avance des solutions en termes de « *discrimination positive* » [4]. L'objectif est le suivant : « *Plus les Roms se sentiront Roms, plus ils seront des citoyens émancipés et responsables* » [5]. Reste à savoir maintenant qu'est-ce que se sentir Rom ? Et à cette question nombreux sont ceux qui prétendent y répondre.

Un tel appel d'offre, soutenu par les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et leurs financements, favorisa l'émergence d'un grand nombre d'acteurs associatifs, politiques, médiatiques, d'événements (festival de musique Khamoro, etc.), de journaux, etc. C'est dans ce contexte que naît le *Musée de la culture rom* de Brno, l'un des principaux acteurs du *discours nationaliste*. L'évocation de ce musée nous permettra d'apprécier à la fois le principe, l'enjeu, mais aussi les limites de ce discours. La grande fresque murale qui recouvre la devanture du musée annonce déjà la tonalité « folklorique » : des femmes en robe colorée dansent sur un chemin qui serpente, une verdine [6] et ses chevaux, des hommes qui jouent de l'accordéon et du violon, etc. Le musée a une grande responsabilité celle de « reconstruire » la culture tzigane détruite sous le communisme. Bien entendu, et le musée ne s'en cache pas, il est difficile de parler d'une seule culture tzigane. Mais comme tout projet national les différences et la nuance n'ont pas leur place. Le but étant bien évidemment de faire émerger une unité nationale affective avec des indices simples mais efficaces tels que le drapeau, l'hymne, la langue, le folklore, l'histoire, etc. Ainsi, comme toute activité muséographique, le musée participe à ce que Eric Hobsbawm appelle l'« *invention de la tradition* » [7] : le costume, la musique, l'habitat, tout y est « *traditionnel* » et tout se donne une apparence d'avoir toujours existé. Le public visé étant principalement non-tzigane, le but pour le musée, qui est financé par le Ministère de la culture, est de présenter une image positive des Tsiganes. D'où un certain exotisme qui ressort de l'ensemble de la production.

Si le phénomène d'effervescence pour la question des Tsiganes à la fin des années 90 fut taxé parfois d'« *ethnobusiness* » ou de « *gypsy industry* » [8] au regard par trop financièrement intéressé de certains, on ne peut en aucun cas imputer de telles critiques au *Musée de la culture rom* dont la sincérité à l'égard du *discours nationaliste rom* est difficilement contestable. Néanmoins, la réalisation de ce discours dans des productions concrètes conduit nécessairement à la « *fétichisation* » [9] de l'identité tzigane et ce plus que tout autre projet national, car les autres critères permettant de signifier une appartenance commune tzigane font, nous l'avons vu, cruellement défaut. Bien entendu, cet aspect n'est pas passé inaperçu et sa critique sévère a favorisé l'émergence d'un second discours en tous points opposés.

### **Le renversement du discours nationaliste rom**

Si le *discours nationaliste rom* reçoit un intérêt important en République tchèque à la fin des années 90, force est de constater qu'aujourd'hui il séduit beaucoup moins. C'est un discours en tout point opposé, c'est-à-dire individualiste et mobilisant des variables explicatives sociales et économiques, qui s'est imposé ces dernières années pour envisager la question des Tsiganes en République tchèque. Comment la situation s'est-elle renversée ?

Une première explication de type politique est que les porteurs du *discours nationaliste rom* se seraient décrédibilisés : à la fois à cause d'affaires de fraudes financières qui entouraient certaines personnalités politiques « roms », de rivalités internes très importantes, mais surtout parce que leur légitimité de représentants était de plus en plus contestée. Il n'existe en effet aucune élection officielle.

La deuxième explication est que la valeur sociologique et l'efficacité de l'approche nationaliste en termes d'amélioration des conditions de vie ont été vigoureusement critiquées. La charge fut menée par un groupe d'anthropologues de l'Université de Pilsen qui se sont attachés à démontrer l'incohérence d'une prétention à réunir dans un même groupe national des personnes complètement différentes. La démonstration repose sur l'opposition manifeste qui existe entre les Roms de Slovaquie qui conservent une « culture traditionnelle » et

les Roms tchèques qui ont dû s'adapter à une nouvelle forme de précarité urbaine. La réactualisation du concept de « *culture de la pauvreté* », issu de l'œuvre de Oscar Lewis [10], suscita de vives discussions dans le milieu universitaire qui vit s'opposer ethnologues d'un côté et anthropologues de l'autre. Le problème fut posé en termes d' « *exclusion sociale* » et la dimension collective, porteuse de stéréotypes négatifs et donc stigmatisante, fut considérée comme un obstacle dans un projet d'intégration sociale.

Une troisième explication peut être avancée et qui a l'avantage d'être plus structurelle. Il s'agit ici du rôle de l'Etat et du changement de l'influence internationale qui s'est opéré au moment de l'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne le 1er mai 2004. Avant l'adhésion on peut supposer que l'Etat tchèque s'est montré attentif et disposé aux recommandations des ONG internationales et du Conseil de l'Europe sensibles à la question de la minorité tzigane. Après l'entrée dans l'Union, la question des Tsiganes redevient une question nationale, ou plutôt un problème qui concerne seulement l'Etat et sa population. La qualité de membre de l'Union a également été décisive, puisque la nature des financements européens semble aller dans le sens d'un modèle de gouvernance de type Etat-nation. Parmi les Fonds structurels européens, les plus importants sont le *Fond social européen* et le *Fond européen pour le développement régional*. Non seulement c'est l'Etat qui est le principal organisateur des programmes mais les objectifs visés concernent directement les problèmes liés à l'emploi. Dans la période 2004-2006 environ 99 projets furent financés par les Fonds européens en République tchèque, et tous visaient un objectif en termes de lutte contre l'exclusion sociale [11]. Si la fin des années 90 est marquée par le *discours nationaliste rom* et le multiculturalisme, aujourd'hui le discours est inversé et c'est la question des individus exclus socialement et économiquement qui domine le « champ de la question tzigane » en République tchèque. Les nombreuses associations qui étaient nées sous le premier appel d'offre migrent tel un essaim vers le pôle opposé, puisque c'est désormais ici que les financements sont possibles. Chacun met en place son programme d'action sociale. Si le musée rom de Brno représente un des principaux bastions du premier discours, l'ONG *People in Need* porte le discours opposé et s'affiche comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement concernant la question des Tsiganes en République tchèque.

*People in Need* / PIN est une ONG sociale et humanitaire tchèque qui s'articule autour de quatre secteurs d'activité : les droits de l'homme, le développement, l'éducation et surtout l'intégration sociale. PIN parle des Tsiganes mais du « bout des lèvres » forcée d'admettre que la grande majorité de son public en République tchèque recoupe cette dimension culturelle. Car, contrairement au *Musée de la culture rom* qui affirme l'identité rom, elle cherche à séparer l'individu de ce référent culturel et collectif embarrassant. En effet, dans sa vision de l'intégration sociale, l'élément problématique c'est précisément le « groupe culturel », et ce pour deux grandes raisons : 1) Le groupe stigmatise l'individu au détriment de ses qualités personnelles ; l'identité groupale prime sur l'identité individuelle. Un individu sera perçu *a priori* comme faiseur de trouble ou oisif parce qu'il est avant tout identifié comme appartenant au groupe tzigane. 2) Le groupe a une influence négative sur les personnes. D'après PIN, ce sont uniquement les facteurs sociaux et économiques qui ont contribué ces quinze dernières années à regrouper les Tsiganes entre eux dans des ghettos. Le seul élément culturel que concède PIN à ces habitants est une « *culture de la pauvreté* ». D'après cette vision de l'intégration, le groupe représente un obstacle, PIN promeut donc une démarche individuelle contre le collectif. Ce collectif est symbolisé par le ghetto, soit quelque chose de négatif où subsistent certes quelques traces d'une culture d'origine mais en grande partie transformée par la pauvreté. Contrairement au musée qui parle de « *culture rom* », mobilisant pour ce faire des éléments positifs, l'ONG au contraire parle de « *culture de la pauvreté* ». Ce changement de perspective a des conséquences dans la réalité des personnes, car on ne s'adresse pas à des « Roms » mais à des « clients » qu'il s'agit d'intégrer.

### **Perspectives de recherche et choix des terrains**

Ces deux acteurs, que sont le *Musée de la culture rom* et l'ONG PIN, illustrent parfaitement les deux discours que l'on peut tenir à l'égard des Tsiganes en République tchèque et certainement ailleurs. La constellation des autres acteurs se regroupe nécessairement autour de ces deux pôles qui agissent comme des champs de force. Pourquoi ? Parce que *l'identité tzigane*, comme nous l'avons vu, est au cœur d'enjeux de définition et comme tout enjeu identitaire, on retrouve les deux positions passionnelles, c'est-à-dire celles qui créent de l'émulation : d'un côté l'identité que l'on « fétichise », de l'autre l'identité que l'on nie. Les positions intermédiaires peuvent exister mais suscitent un intérêt bien moindre, et ont donc une espérance de vie plus précaire dans le champ. 1) Par « fétichisation » comprenons l'opération qui conduit à représenter une identité comme *une réalité éternelle et immuable ; une réalité substantielle* ; et comme une réalité unique [12]. Nous avons vu qu'elle s'opérait par la production d'objets, de lieux, d'actes, de signes, de symboles, etc. : l'hymne national, le

drapeau national, l'histoire nationale, la langue nationale, etc. 2) Par « négation », entendons la réaction agressive à l'égard de tout ce qui prétend être différent. Le concept de « *culture de la pauvreté* » et son utilisation dans le champ de la « question tsigane » en République tchèque est à cet égard révélateur. On retrouve ici la volonté de considérer les individus uniquement à partir de leurs différences sociales et économiques.

Ainsi on peut comprendre la nécessité et le désir de dépasser cette contradiction. Ce qui consisterait non pas à nier cette identité, ni à la fétichiser, mais plutôt à la concevoir dans une perspective dynamique et non plus *immuable*, en interaction et non plus *substantielle*. Le concept « *d'ethnic boundaries* » de Frederik Barth est à cet égard intéressant. D'après cet anthropologue, l'ethnicité n'est pas une chose que l'on possède mais est au contraire un processus de « *dichotomisation entre membres et outsiders* » qui s'exprime et se valide précisément dans l'interaction sociale. L'idée centrale de Barth est que l'existence des groupes ethniques dépend de « *l'entretien de leurs frontières* » [13].

Ainsi en déplaçant l'objet de la recherche sur une frontière on se donne les moyens de rompre avec le mythe des « propriétés essentielles » ou de la « niche culturelle ». La question est alors de savoir comment cette frontière entre Tsigane et non-tsigane ou entre gadjé [14] et non-gadjé est entretenue dans des situations d'interaction du type que nous avons relevé ? En d'autres termes, comment une telle opposition est produite ? Quelles sont les règles qui régissent par exemple les situations de contact du « client d'origine tsigane » avec le travailleur social de l'ONG PIN ? Existence-ils des contraintes sur les types de rôles que l'« artiste folklorique rom » du musée est autorisé à jouer, et sur les partenaires qu'il peut choisir ? Existe-il une série de marqueurs symboliques pour tracer la frontière entre un public non-gadjo et un public gadjo ?

## Conclusion

Ainsi cette démarche répond en premier lieu à un souci de précaution, celui de ne pas reprendre à son compte et donc d'utiliser des « *catégories de classement* » dont on ne maîtrise pas les enjeux de production [15]. Le choix de ne pas aborder ce terrain d'étude de façon spontanée et de garder une certaine prudence à l'égard d'un objet qui se donne pourtant si facilement à voir, me semble être justifié dans le précédent développement.

Cette démarche est animée aussi par une volonté de dépasser cette contradiction de principe qui est si fondamentalement liée à toutes les questions touchant l'identité. Entre une approche essentialiste, largement critiquée de nos jours, et une approche issue d'un constructivisme trop radical, nous pouvons espérer trouver une résolution qui n'en serait pas pour autant un compromis entre ces deux positions. Puisque dans les deux cas, on a affaire au même phénomène, celui de la négation de la différence : arrangée d'un côté, refusée de l'autre. Ce qui finalement ne rompt pas avec l'histoire des Tsiganes en Europe qui, rappelons-le, se caractérise précisément par leur négation [16].

---

## Notes

[1] Le romani est la langue officielle tsigane.

[2] E. Gellner, *Nations et nationalisme*, Bibliothèque historique Payot, 1983.

[3] Résolution 581 du 17 septembre 1997.

[4] Décision du 7 avril 1999.

[5] *Ibidem*.

[6] Roulotte traditionnelle tsigane.

[7] E. Hobsbawm & T. Ranger (dir.), *L'invention de la tradition* [1983], Editions Amsterdam, Paris, 2006

[8] E. Marouchiakova et V. Popov, « Questions « tsiganes » et communauté internationale », *La nouvelle alternative*, automne 2001, vol.16, n°55.

[9] A. Bihl, « Quand on entend parler d'identité, faut-il sortir son revolver ? » in *L'actualité d'un archaïsme*, Editions Page deux, Lausanne, 1999.

[10] O. Lewis, *Les enfants de Sanchez, Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1972.

[11] Ministère du travail tchèque 2006, source citée par H. Synkova, « Roma nation and excluded individuals : Transformation of European initiatives in Czech Republic » in *Anthropology at borders : Power, cultures, memories, Present*, 2007.

[12] A. Bihr, *op. cit.*

[13] F. Barth, *Ethnic Groups and Boundaries, The Social Organisation of culture difference*, Bergen, Oslo, 1969.

[14] Nom tsigane qui désigne les non-Tsiganes.

[15] P. Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Les éditions de minuit, 1979.

[16] J-P Liégeois, *Tsiganes*, PCM/ petite collection Maspero, 1983.